Document

Le système de santé grec se délabre sous l'effet de la crise

(Reuters)

15 juin 2012

Victimes de la crise et d'une impasse politique qui assèche leurs financements, les hôpitaux publics grecs tendent de plus en plus à réduire leur activité, à restreindre leur approvisionnement en médicaments et à réserver leurs opérations aux cas urgents.

Piégée par un déficit public colossal, et très dépendante de l'aide internationale pour continuer à payer ses factures, la Grèce voit les effets de la crise sur ses services de santé.

Il n'est plus rare de voir des malades faire la queue devant les quelques pharmacies qui acceptent encore d'avancer gratuitement les médicaments. Mais la plupart des autres refusent de faire crédit avant que l'Etat ne leur rembourse 762 millions d'euros d'arriérés.

"C'est une question de vie ou de mort pour nous", témoigne Persefoni Mitta, qui dirige l'Association des malades du cancer. Elle reçoit chaque jour des dizaines d'appels de Grecs qui ont besoin de médicaments très chers contre le cancer, et particulièrement difficiles à trouver.

La Grèce importe pratiquement la totalité de ses médicaments et achète beaucoup plus de produits brevetés que de génériques, ce qui la rend plus vulnérable en cas de problème de financement, en particulier si le résultat des élections législatives, dimanche, entraîne sa sortie de l'euro.

L'arrivée possible au gouvernement de partis hostiles aux plans d'austérité pourrait compromettre l'aide internationale à Athènes, donc le financement de son système de santé, et précipiter sa sortie de l'union monétaire.

La situation est telle que les fabricants de médicaments réfléchissent à des plans d'urgence permettant au pays de continuer à s'approvisionner en cas de retour à la drachme.

TROP TARD POUR SE SOIGNER

Avant la crise, le système de santé grec était considéré comme "relativement efficace" malgré la pratique des pots-de vin versés aux médecins, et une bureaucratie excessive, relevait le rapport 2009 de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Mais il s'est révélé incapable de résister à l'aggravation de la crise. L'Union européenne et le Fonds monétaire international, qui ont accordé 130 millions d'euros à la Grèce en mars, ont exigé des coupes claires dans la santé, dans le cadre d'un plus vaste plan d'austérité. Mais les lobbies et les syndicats s'y sont opposés, et l'instabilité politique qui règne depuis des mois a rendu toute réforme impossible

Le Premier ministre par intérim Panagiotis Pikrammenos n'est pas parvenu à trouver de solution pour soulager le secteur. "Il est impératif que ce problème soit résolu immédiatement pour empêcher que les gens ne prennent des risques pour leur vie", a-t-il déclaré la semaine dernière.

Mais le problème ne cesse de s'aggraver et les hôpitaux ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts.

Devant l'un des 133 hôpitaux public du pays, dans la banlieue nord d'Athènes, on pouvait lire sur une banderole : "Les hôpitaux appartiennent au peuple".

Mais à l'intérieur, la situation se révèle bien différente. Un médecin fait la liste du matériel qui manque : coton, sondes, gants et papier pour recouvrir la table d'examen. Les besoins sont tels que les infirmières sont parfois obligées d'utiliser les mêmes draps pour plusieurs patients, au mépris des règles élémentaires d'hygiène.

Dans le chaos ambiant, les patients réussissent parfois à passer au travers des mailles du filet et à se faire soigner. Mais ils sont de plus en plus obligés à renoncer aux soins, et reviennent plus tard, quand la maladie a progressé et qu'il est parfois déjà trop tard.